



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU VAR
236, Boulevard du Maréchal Leclerc
CS 90008
83107 – TOULON CEDEX

**MARCHE DE RECENSEMENT D'ACTIVITES (2021-2022) DANS LES CENTRES VILLES,
VILLAGES ET SITES COMMERCIAUX VAROIS POUR LA CCI DU VAR**

ACTE D'ENGAGEMENT

LOT N° 2 :

Recensement d'activités des centres villes, villages et sites commerciaux du moyen et haut Var et du littoral Est du Var (Sainte-Maxime à Saint-Raphaël)

Marché passé en application des articles R.2123-1, R.2123-4 et R.2123-5 du code de la commande publique.

N° de marché

				-					-					-		
--	--	--	--	---	--	--	--	--	---	--	--	--	--	---	--	--

PERSONNE HABILEE A ENGAGER LE POUVOIR ADJUDICATEUR :

Monsieur le Président de la CCI du VAR

COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS :

Monsieur le Trésorier de la CCI du Var

ARTICLE 1 : CONTRACTANT

☐ Je, contractant unique soussigné (Nom, prénom et qualité du signataire):

☐ Nous, co-traitants soussignés, engageant les personnes physiques ou morales ci-après, groupées solidaires les unes des autres,

Et étant, pour tout ce qui concerne l'exécution du présent marché, représenté(es) par
_____ dûment mandaté à cet effet,

☐ Je soussigné, premier contractant,

NOM et PRÉNOM :

☐ Agissant en mon nom personnel

Domicilié à :

.....

Tél :

☐ Agissant pour le nom et pour le compte de la société :

(Intitulé complet et forme juridique de la société)

.....

.....

Au capital de :

Ayant son siège social à

.....

.....

Tél :

Immatriculé(e) à l'INSEE :

- numéro d'identité d'établissement (SIRET)

- code d'activité économique principale (APE)

- numéro et ville d'inscription au registre de commerce et des sociétés *(remplacer, s'il y a lieu, "registre du commerce et des sociétés" par "répertoire des métiers")*

☐ Nous soussignés, deuxième et troisième contractants,

DEUXIEME CONTRACTANT

NOM et PRÉNOM :

☐ Agissant en mon nom personnel

Domicilié à :

.....

Tél :

☐ Agissant pour le nom et pour le compte de la société :

(Intitulé complet et forme juridique de la société)

.....

.....

Au capital de :

Ayant son siège social à

.....

.....

Tél :

Immatriculé(e) à l'INSEE :

- numéro d'identité d'établissement (SIRET)

- code d'activité économique principale (APE)

- numéro et ville d'inscription au registre de commerce et des sociétés *(remplacer, s'il y a lieu, "registre du commerce et des sociétés" par "répertoire des métiers")*

TROISIEME CONTRACTANT

NOM et PRÉNOM :

☐ Agissant en mon nom personnel

Domicilié à :

.....

Tél :

☐ Agissant pour le nom et pour le compte de la société :

(Intitulé complet et forme juridique de la société)

.....

.....

Au capital de :

Ayant son siège social à

.....

.....

Tél :

Immatriculé(e) à l'INSEE :

- numéro d'identité d'établissement (SIRET)

- code d'activité économique principale (APE)

- numéro et ville d'inscription au registre de commerce et des sociétés *(remplacer, s'il y a lieu, "registre du commerce et des sociétés" par "répertoire des métiers")*

Remplissez ce cadre si vous répondez en tant que groupement solidaire	
<ul style="list-style-type: none"> - Après avoir accepté le Cahier des Clauses Administratives Particulières et les documents qui y sont mentionnés. - Et après avoir produit les documents, certificats, attestations ou déclarations visés aux articles R.2143-7 à R.2143-8 du code de la commande publique. 	
<input type="checkbox"/> Nous nous engageons sans réserve, en tant qu'opérateurs économiques groupés solidaires, à exécuter le marché dans les conditions ci-après définies.	
L'opérateur économique	
	est le mandataire des opérateurs économiques groupés solidaires.
L'offre ainsi présentée ne reste valable que si son attribution intervient dans le délai de validité des offres de 5 mois à compter de la date limite de remise des offres.	

Remplissez ce cadre si vous répondez en tant que groupement conjoint avec mandataire solidaire	
<ul style="list-style-type: none"> - Après avoir accepté le Cahier des Clauses Administratives Particulières et les documents qui y sont mentionnés. - Et après avoir produit les documents, certificats, attestations ou déclarations visés aux articles R.2143-7 à R.2143-8 du code de la commande publique. 	
<input type="checkbox"/> Nous nous engageons sans réserve, en tant qu'opérateurs économiques groupés conjoints, à exécuter le marché dans les conditions ci-après définies.	
L'opérateur économique	
	est le mandataire solidaire des opérateurs économiques groupés conjoints.
L'offre ainsi présentée ne reste valable que si son attribution intervient dans le délai de validité des offres de 5 mois à compter de la date limite de remise des offres.	

Remplissez ce cadre si vous répondez en tant que titulaire unique	
<ul style="list-style-type: none"> - Après avoir accepté le Cahier des Clauses Administratives Particulières et les documents qui y sont mentionnés. - Et après avoir produit les documents, certificats, attestations ou déclarations visés aux articles R.2143-7 à R.2143-8 du code de la commande publique. 	
<input type="checkbox"/> Je m'engage sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter le marché dans les conditions ci-après définies.	
L'offre ainsi présentée ne reste valable que si son attribution intervient dans le délai de validité des offres de 5 mois à compter de la date limite de remise des offres.	

ARTICLE 2 : DUREE DU MARCHE / DELAIS D'EXECUTION

Le présent marché est conclu à compter de la réception par le titulaire de la lettre portant notification du marché jusqu'au 31 décembre 2022.

Le marché pourra également être résilié par l'une des parties dans les conditions fixées au Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Les délais d'exécution sont définis comme suit :

- Phase 1 : à compter de la notification jusqu'au 31 décembre 2021 et selon le calendrier défini au CCTP.
- Phase 2 : à compter du 1^{er} janvier 2022 jusqu'au 31 décembre 2022 et selon le calendrier défini au CCTP.

Conformément à l'article 20 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques.

ARTICLE 3 : INTERVENANT AFFECTE A LA REALISATION DES PRESTATIONS SUR SITE

Il est convenu que pour la réalisation de la prestation sur site (collecte des données), le prestataire désigne, conformément à l'article 15.1 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), l'intervenant unique suivant (Nom, prénom, qualité) :

.....

En conséquence et sauf empêchement majeur, celui-ci réalisera l'ensemble des prestations et notamment assistera personnellement à l'ensemble des réunions qui pourraient être nécessaires pour l'exécution du présent marché.

ARTICLE 4 : PHASES TECHNIQUES

la mission est décomposée en deux phases techniques :

- Phase 1 : Recensement d'activités des communes les plus importantes (Groupe A) et de la 1^{ère} moitié des communes dites secondaires (Groupe B) ,
- Phase 2 : Recensement d'activités des communes les plus importantes (Groupe A) et de la 2^{ème} moitié des communes dites secondaires (Groupe C).

Conformément à l'article 20 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques.

ARTICLE 5 : PRIX

5.1 – Montant du marché

Unité monétaire : L'unité monétaire est l'EURO.

Les prestations seront rémunérées par **application** d'un prix global et forfaitaire.

Lot n°2 – Recensement d'activités des centres villes, villages et sites commerciaux du moyen et haut Var et du littoral Est du Var (Sainte-Maxime à Saint-Raphaël)			
<i>Phases</i>	<i>Montant HT</i>	<i>Montant TVA</i>	<i>Montant TTC</i>
<u>Phase 1</u> : Recensement d'activités des communes du groupe A et des communes du groupe B			
<u>Phase 2</u> : Recensement d'activités des communes du groupe A et des communes du groupe C			
Montant total du marché (1 + 2)			
Soit en toutes lettres (montant TTC) :			

L'annexe n°2 du présent acte d'engagement précisera la décomposition de la rémunération par co-traitant en cas de co-traitance.

5.2 – Montant sous-traité désigné au marché

L'annexe n°1 au présent acte d'engagement indique la nature et le montant des prestations que j'envisage / nous envisageons de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance. Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché ; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations que j'envisage / nous envisageons de sous-traiter conformément à ces annexes est de :

Montant hors T.V.A.		
T.V.A. au taux de 20 %, soit		(en chiffres)
Montant T.V.A. incluse		
Euros (en lettres)		

5-3 – Montant sous-traité envisagé

En outre, le tableau ci-après indique la nature et le montant des prestations que j'envisage / nous envisageons de faire exécuter par des sous-traitants payés directement après avoir demandé en cours de travaux leur acceptation et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance les concernant au représentant du pouvoir adjudicateur.

Les sommes figurant sur ce tableau correspondent au montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder :

NATURE DE LA PRESTATION	MONTANT HORS T.V.A	MONTANT T.V.A INCLUSE
TOTAL	Euros	Euros

5.4 – Créance présentée en nantissement ou cession

O Prestataire unique

Le montant maximal, TVA incluse, de la créance que **je pourrai** présenter en nantissement ou céder est ainsi de :

.....

O Groupement

Le montant maximal, TVA incluse, de la créance que **nous pourrions** présenter en nantissement ou céder est ainsi de :

	Cotraitant 1	Cotraitant 2	Cotraitant 3

ARTICLE 6 : PAIEMENT

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Var se libèrera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du ou des comptes suivants¹ :

- Ouvert au nom de :
pour les prestations suivantes :
Domiciliation :
Code banque : Code guichet : N° de compte : Clé RIB :
IBAN :
BIC :
- Ouvert au nom de :
pour les prestations suivantes :
Domiciliation :
Code banque : Code guichet : N° de compte : Clé RIB :
IBAN :
BIC :
- Ouvert au nom de :
pour les prestations suivantes :
Domiciliation :
Code banque : Code guichet : N° de compte : Clé RIB :
IBAN :
BIC :

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur² :

☐ un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire ;

☐ les comptes de chacun des membres du groupement suivant les répartitions indiquées en annexe du présent document.

☐ Renonce,

☐ ne renonce pas

☐ Renonçons,

☐ ne renonçons pas

Au bénéfice de l'avance de 5% telle que prévue à l'article R.2191-7 du code de la commande publique.
(Cocher la case correspondante à votre choix).

Fait en un seul original,

À _____, le _____

(Signature précédée de la mention manuscrite « Lu et Approuvé » et cachet de l'entreprise)
(Le candidat représentant habilité pour signer le marché)

¹ Joindre un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.

² Cocher la case correspondant à votre situation

ARTICLE 7 : PARTIE RESERVEE A L'ADMINISTRATION

La présente offre est acceptée pour valoir acte d'engagement

Fait en un seul original,

À Toulon, le _____

Le Président de la Chambre de Commerce
et d'Industrie du Var,

Jacques BIANCHI

DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE³**A - Identification de l'acheteur**

■ Désignation de l'acheteur :

Chambre de commerce et d'industrie du var
236, boulevard Marechal Leclerc
CS 90008
83107 – Toulon cedex

■ Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'[article R. 2191-59](#) du code de la commande publique, auquel renvoie l'[article R. 2391-28](#) du même code (nantissements ou cessions de créances) :
(Indiquer l'identité de la personne, ses adresses postale et électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie.)

Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var
236, boulevard Maréchal Leclerc
CS 90008
83107 - TOULON CEDEX
Tél. 04 94 22 80 00
Fax : 04 94 22 80 01

B - Objet du marché public

Marché de recensement d'activités 2021-2022 dans les centres-villes, villages et sites commerciaux varois pour la CCI du Var – Lot n°2 : Recensement d'activités des centres villes, villages et sites commerciaux du moyen et haut Var et du littoral Est du Var (Sainte-Maxime à Saint-Raphaël).

C - Objet de la déclaration du sous-traitant

La présente déclaration de sous-traitance constitue :
(Cocher la case correspondante.)

- ☐ un document annexé à l'offre du soumissionnaire
- ☐ un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement (*sous-traitant présenté après attribution du marché*)
- ☐ un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du

D - Identification du soumissionnaire ou du titulaire du marché public

■ Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros

³ Document facultatif disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

de téléphone et de télécopie, numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#) :

■ Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation :

■ Adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale) :

■ Adresse électronique :

■ Numéros de téléphone et de télécopie :

■ Numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#) :

■ Forme juridique du soumissionnaire individuel, du titulaire ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

■ En cas de groupement momentané d'entreprises, identification et coordonnées du mandataire du groupement :

E - Identification du sous-traitant

■ Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#) :

■ Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation :

■ Adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale) :

■ Adresse électronique :

■ Numéros de téléphone et de télécopie :

■ Numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#) :

■ Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) et numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers ou auprès d'un centre de formalité des entreprises :

■ Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant :

(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. En MDS, joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant. Pour les autres marchés publics, ce document sera à fournir à la demande de l'acheteur.)

■ Le sous-traitant est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la [recommandation de la Commission du 6 mai 2003](#) concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ou un artisan au sens au sens [de l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996](#) n° 96-603 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat ([Art. R. 2151-13](#) et [R. 2351-12](#) du code de la commande publique) ?

☐ Oui ☐ Non

F - Nature des prestations sous-traitées

(Reprendre les éléments concernés tels qu'ils figurent dans le contrat de sous-traitance.)

■ Nature des prestations sous-traitées :

■ Sous-traitance de traitement de données à caractère personnel (à compléter le cas échéant) :

Le sous-traitant est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) :

La durée du traitement est :

La nature des opérations réalisées sur les données est :

La ou les finalité(s) du traitement sont :

Les données à caractère personnel traitées sont :

Les catégories de personnes concernées sont :

Le soumissionnaire/titulaire déclare que :

☐ Le sous-traitant présente des garanties suffisantes pour la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles propres à assurer la protection des données personnelles ;

☐ Le contrat de sous-traitance intègre les clauses obligatoires prévues par l'[article 28 du règlement \(UE\) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016](#) relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (RGPD).

G - Prix des prestations sous-traitées

■ Montant des prestations sous-traitées :

Dans le cas où le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant des prestations sous-traitées indiqué ci-dessous, revalorisé le cas échéant par application de la formule de variation des prix indiquée *infra*, constitue le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant.

a) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

- Taux de la TVA :
- Montant HT :
- Montant TTC :

b) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de travaux sous-traités relevant du [2 nonies de l'article 283 du code général des impôts](#) :

- Taux de la TVA : auto-liquidation (la TVA est due par le titulaire) :
- Montant hors TVA :

■ Modalités de variation des prix :

■ Le titulaire déclare que son sous-traitant remplit les conditions pour avoir droit au paiement direct ([article R. 2193-10](#) ou [article R. 2393-33](#) du code de la commande publique) :
(Cocher la case correspondante.)

☐ Oui ☐ Non

H - Conditions de paiement

■ Compte à créditer :

(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.)

Nom de l'établissement bancaire :

Numéro de compte :

■ Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance :

(Cocher la case correspondante.)

☐ Oui ☐ Non

I - Capacités du sous-traitant

(Nota : Sauf pour les marchés de défense et de sécurité (MDS), ces renseignements ne sont nécessaires que lorsque l'acheteur les exige et qu'ils n'ont pas été déjà transmis dans le cadre du DC2 -voir rubrique H du DC2.)

I1 - Récapitulatif des informations et renseignements (marchés publics hors MDS) ou des pièces (MDS) demandés par l'acheteur dans les documents de la consultation qui doivent être fournis, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de son aptitude à exercer l'activité professionnelle concernée, ses capacités économiques et financières ou ses capacités professionnelles et techniques :

-
-
-
-
-

I2 - Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder (applicable également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les opérateurs économiques à ne pas fournir ces documents de preuve en application de l'[article R. 2343-14](#) ou de l'[article R. 2343-15](#) du code de la commande publique) :

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

J - Attestations sur l'honneur du sous-traitant au regard des exclusions de la procédure

J1 - Le sous-traitant déclare sur l'honneur (*) :

- a) dans l'hypothèse d'un marché public autre que de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux [articles L. 2141-1 à L. 2141-5](#) ou aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) du code de la commande publique (**);
- b) dans l'hypothèse d'un marché public de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux [articles L. 2341-1 à L. 2341-3](#) ou aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) du code de la commande publique.

Afin d'attester que le sous-traitant n'est pas dans un de ces cas d'exclusion, cocher la case suivante : ☐

(*) Lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation d'un marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux [articles L. 2141-1 à L. 2141-5](#), aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) ou aux [articles L. 2341-1 à L. 2341-3](#) du code de la commande publique, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.

(**) Dans l'hypothèse où le sous-traitant est admis à la procédure de redressement judiciaire, son attention est attirée sur le fait qu'il devra prouver qu'il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public.

J2 – Documents de preuve disponibles en ligne (applicable également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les opérateurs économiques à ne pas fournir ces documents de preuve en application de l'[article R. 2343-14](#) ou de l'[article R. 2343-15](#) du code de la commande publique) :

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

(Si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

K - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public

(Cocher les cases correspondantes.)

1^{ère} hypothèse ☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial**.

Le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'[article R. 2193-22](#) ou à l'[article R. 2393-40](#) du code de la commande publique.

En conséquence, le titulaire produit avec le DC4 :

☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,
OU

☐ une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

2^{ème} hypothèse ☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial modificatif** :

☐ le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité, prévus à l'[article R. 2193-22](#) ou à l'[article R. 2393-40](#) du code de la commande publique, qui est joint au présent DC4 ;

OU

☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie :

- soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée,
- soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

L - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant

(Nota : Lorsque le DC4 est fourni durant la procédure de passation du marché en annexe de l'offre du soumissionnaire, il appartient à ce dernier de vérifier si, dans le cadre de la procédure concernée, la signature de ce formulaire est ou non exigée par l'acheteur à ce stade ; si le DC4 n'a pas été signé, l'acheteur, une fois le marché attribué, renvoie au titulaire le DC4 complété afin que ce dernier le retourne signé de lui-même et de son sous-traitant. L'acheteur pourra alors notifier au titulaire le marché, auquel sera annexé ce document, ce qui emportera agrément et acceptation des conditions de paiement du sous-traitant)

A _____, le _____
le _____

A _____,

Le sous-traitant :
(personne identifiée rubrique E du DC4)

Le soumissionnaire ou le titulaire :
(personne identifiée rubrique C1 du DC2)

Le représentant de l'acheteur, compétent pour signer le marché public, accepte le sous-traitant et agrée ses conditions de paiement.

A _____, le _____

Le Président de la CCI du Var

Jacques BIANCHI

ANNEXE N°2 À L'ACTE D'ENGAGEMENT
DECOMPOSITION DU FORFAIT DE REMUNERATION PAR CO-TRAITANT

			Répartition par co-traitant					
MARCHE DE RECENSEMENT D'ACTIVITES (2021-2022) DANS LES CENTRES VILLES, VILLAGES ET SITES COMMERCIAUX VAROIS POUR LA CCI DU VAR Lot n°2 : Recensement d'activités des centres villes, villages et sites commerciaux du moyen et haut Var et du littoral Est du Var (Sainte-Maxime à Saint-Raphaël).	% Total	Total global HT EUROS	part de :		part de :		part de :	
			%	Montant en €	%	Montant en €	%	Montant en €
TOTAL H.T.								